



REGLEMENT INTERIEUR (RI)

Modifié le 27/09/2016

Titre I : Rappels

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION

Le présent règlement intérieur (RI) concerne l'Union Française des Universités Tous Âges, association sans but lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901. Elle est identifiée par les articles 1 à 4 de ses statuts. Ce RI est établi conformément à l'article 20 desdits statuts par le conseil d'administration de cette Union.

ARTICLE 2 : OBJET

Respectant l'article 20 des statuts de l'UFUTA, ce présent règlement intérieur a pour objet de préciser les points non prévus par les statuts et qui y renvoient expressément.

ARTICLE 3 : VOTE DU REGLEMENT INTERIEUR

Toujours selon l'article 20 des statuts, tout règlement intérieur est voté par le conseil d'administration de l'UFUTA à la majorité des deux tiers. A la demande d'au moins un des administrateurs présents (ou de son suppléant), un vote à bulletin secret peut être demandé. Il appartient au secrétaire de l'UFUTA de le prévoir.

ARTICLE 4 : BUTS DE L'UFUTA

L'article 4 des statuts donne une liste non limitative des buts de l'UFUTA, dont :

- Favoriser l'épanouissement de la personne sans conditions d'âge et de diplôme ;
 - Promouvoir le développement des organismes adhérents tout en respectant leur autonomie ;
 - Permettre une large information sur leur fonctionnement, leurs activités et leurs travaux ;
 - Susciter et de coordonner des actions collectives sur le plan de la pédagogie, de la recherche, de l'action sociale, afin de favoriser le développement de l'éducation permanente ;
 - Coordonner toute action auprès des pouvoirs publics, et notamment, l'obtention d'une reconnaissance officielle pour les organismes énumérés à l'article 5 ;
 - Favoriser les rencontres et échanges.
- Respecter la convention multipartite signée en date du 31 mars 2015 et annexée au présent règlement.

Titre II : ADHERENTS

ARTICLE 5 : PARTENAIRES ACCREDITES

L'article 6 des statuts de l'UFUTA indique que pour les associations ou assimilées (structures territoriales) telles que décrites aux alinéas 2 et 3 de l'article 5 des statuts, qui n'auraient pas encore établi un lien organique officiel avec une université ou un établissement d'enseignement supérieur, elles peuvent devenir « partenaire accrédité ». Pour ce faire il faut :

- 1° Que ledit organisme en fasse la demande en remplissant un dossier d'accréditation défini par l'article 7 du présent règlement intérieur ;
- 2° Que ledit organisme prouve que ses objectifs, définis par ses statuts, sont en conformité avec ceux de l'UFUTA (article 4 des statuts) ;

3° Que le conseil d'administration par un vote à la majorité simple, la voix du président étant prépondérante, accrédite la structure requérante, après étude du dossier d'accréditation. Tout refus devra être motivé et signalé par tout moyen utile et dans les meilleurs délais à l'organisme demandeur.

ARTICLE 6 : DUREE ET EFFETS DE L'ACCREDITATION

L'accréditation est valable pour une durée de deux ans maximum, à partir de la date où celle-ci est signifiée à la structure requérante, par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prend fin automatiquement soit lorsque la structure requérante est devenue adhérente, soit lorsque la durée maximale est écoulée. Cette accréditation a les effets suivants :

1° La structure accréditée se doit d'acquiescer une cotisation spécifique, dite d'accréditation, définie par le conseil d'administration et inscrite au présent règlement dans les mêmes conditions que les cotisations des adhérents.

2° Après paiement de la cotisation d'accréditation, la structure peut désigner dans les mêmes conditions qu'un adhérent de l'UFUTA (voir article 9 des statuts), un ou plusieurs délégués aux assemblées générales de l'UFUTA. Ces délégués n'ont pas de voix délibératives et ne sont pas pris en compte dans les quorums. Ils n'ont qu'un rôle d'observateurs même s'ils peuvent participer aux débats. Ils ne peuvent pas donner de procuration ni en recevoir.

3° L'UFUTA s'oblige à adresser aux partenaires accrédités, toutes les informations qu'elle adresse à ses membres.

4° L'UFUTA s'engage à accompagner du mieux possible le partenaire accrédité pour la recherche d'un lien organique avec une université d'accueil et user de toute son influence, en particulier en invoquant la convention multipartite signée par elle et le président de la conférence des présidents d'université. Elle ne peut garantir le résultat.

ARTICLE 7 : DOSSIER D'ACCREDITATION

La structure requérante doit fournir un dossier d'accréditation. Celui-ci comprend :

Les statuts de la structure requérante, ainsi que la copie du récépissé du dépôt desdits statuts à la préfecture du siège.

Une lettre de motivation signée du représentant de ladite structure indiquant entre autres, les raisons de l'acte de candidature et les difficultés rencontrées pour obtenir un lien organique.

ARTICLE 8 : ADMISSION

Sur proposition du président, le CA désigne deux rapporteurs parmi les administrateurs (un rapporteur choisi dans une structure universitaire, le 2ème dans une structure associative), par un vote à la majorité simple, le président ayant une voix prépondérante en cas d'égalité. En cas de vote négatif, le président soumet au CA d'autres candidatures. Ces administrateurs pilotent la candidature de la structure requérante au nom du CA et l'informent régulièrement de l'avancement du dossier. Ils vérifient que le dossier d'admission est complet. Ils rédigeront un rapport résumant ladite candidature en émettant un avis (Très favorable – Favorable – Réserve).

En effet, conformément à l'article 7 de nos statuts, tout organisme candidat doit présenter un dossier d'admission. Celui-ci est constitué avec les rapporteurs. Toutefois par dérogation, les structures ayant démissionné de l'UFUTA et souhaitant y adhérer de nouveau sont dispensées de ce dossier sous réserve que leur démission ne date pas de plus de 3 ans et que leur adhésion soit toujours conforme aux statuts.

La candidature d'admission est soumise au vote du CA qui entend au préalable les rapporteurs. Si le vote du CA est négatif, une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée au représentant de l'organisme en indiquant les raisons de ce refus. Si le CA valide la candidature, celle-ci sera présentée à l'AG la plus proche pour adoption. Le président peut alors inviter les rapporteurs à informer l'AG.

ARTICLE 9: RADIATION

L'article 8 des statuts précise les conditions de perte de la qualité d'adhérent. Parmi elles, le non-paiement de la cotisation annuelle après deux rappels.

Le premier rappel peut se faire sous la forme d'un courrier simple ou d'un courriel. Celui-ci devra contenir au moins une copie du calcul du montant de l'adhésion réclamé, une copie des articles 8, 9 et 19 des statuts de l'UFUTA, et indiquer le délai avant le deuxième rappel. Ce premier rappel se fait entre le mois de février et au moins 15 jours avant une AG. Le trésorier informe le CA de ce premier rappel.

Après l'AG où le non-paiement a été constaté et un délai de deux mois écoulé, juillet et août non comptés, le trésorier envoie un deuxième rappel par lettre recommandée avec accusé de réception. Outre les éléments du 1^{er} rappel, celui-ci souligne qu'à défaut de régularisation, la structure risque la radiation définitive. Le délai ultime ne peut pas dépasser un mois, la date d'envoi de la LRAR faisant foi. Le coût de ce rappel est ajouté au montant dû par la structure.

Une fois ce délai dépassé et en l'absence de paiement, le trésorier fait inscrire à l'ordre du jour de l'AG la plus proche la radiation de la structure. Il en informe le CA

SOUS TITRE 1 : L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE (AGO)

ARTICLE 10 : CONVOCATION DE L'AGO

En application des articles 10 et 16 de nos statuts, le président réunit un C.A. de telle manière que la secrétaire puisse respecter le calendrier des convocations pour l'AGO. Lors de ce C.A., il propose en collaboration avec les administrateurs puis fait voter la date, le lieu et l'ordre du jour de cette AGO. Ce dernier doit mentionner la possibilité pour toute structure adhérente, d'adresser au président par écrit (lettre ou courriel) au moins 8 jours avant la tenue de ladite AGO toutes questions diverses qui seront débattues à l'AG. Enfin, joints à la convocation, doivent être envoyés aux structures adhérentes ou accréditées :

- Le bilan et compte de résultat du dernier exercice clos au 31 décembre ;
- Le rapport du vérificateur aux comptes si ce vérificateur existe ;
- Tout élément permettant d'apprécier l'exécution du budget en cours ;
- Le budget prévisionnel de l'exercice comptable suivant, en particulier le montant des cotisations ;
- La liste des structures à jour de leur cotisation, préfigurant l'annexe qui sera donnée lors de l'AG ;
- Le PV de l'assemblée générale précédente ;

ARTICLE 11 : LE VERIFICATEUR AU COMPTE.

L'article 10 des statuts permet à l'AGO de désigner pour un exercice comptable un vérificateur des comptes sous réserve de candidature. Ce vérificateur, personne physique n'appartenant pas forcément à une structure adhérente, doit faire acte de candidature devant le CA au moins un mois avant la date de l'AG qui doit le désigner. L'acte de candidature consiste en une lettre de motivation adressée au président de l'UFUTA, ainsi que de tout élément permettant au CA de juger qu'il dispose des compétences nécessaires pour assurer sa mission.

Le CA qui se tient conformément à l'article 14 des statuts avant l'AGO émet un avis (Très favorable avec recommandation, Très favorable – Favorable – Réservé) sur la ou les candidatures. Cet avis est donné par vote à la majorité simple, la voix du président étant prépondérante. De la responsabilité du CA, il n'a pas à justifier un tel avis.

L'AGO désigne par un vote, éventuellement parmi plusieurs candidats, le vérificateur de son choix. Lorsqu'il n'y a qu'une seule candidature, le candidat doit recevoir la majorité des suffrages des délégués pour être nommé. S'il n'y a pas cette majorité, un constat de carence est rédigé par le président et archivé. En cas de pluralité de candidatures, un seul tour est organisé. Le candidat ayant obtenu le plus de voix est désigné. En cas d'égalité, est déclaré nommé celui qui a reçu l'avis du CA le meilleur, à égalité toujours, le vérificateur désigné l'année précédente et à défaut le vérificateur le plus âgé.

ARTICLE 12 : MISSIONS DE CE VERIFICATEUR

Le vérificateur a pour mission :

- De vérifier tout au long de l'exercice comptable que les grands principes comptables sont respectés (continuité de l'exercice, indépendance des exercices, coûts historiques, prudence, permanence des méthodes, d'importance relative (tous les éléments importants doivent être présents), non compensation (l'actif et le passif ne peuvent jamais être fusionnés même partiellement), bonne information, prééminence de la réalité sur l'apparence (les écritures doivent être sincères et fidèles), intangibilité du bilan d'ouverture (il doit être égal au bilan de clôture de l'exercice précédent).
- D'alerter le trésorier sur tout problème constaté et si nécessaire le CA le plus proche, puis l'AG lors de son rapport.
- D'aider le trésorier dans sa mission à chaque fois que celui-ci le juge nécessaire
- De rédiger un rapport qui rend compte de ses vérifications et qui sera lu (par le vérificateur ou à défaut par le président) lors du CA qui précède l'AG et lors de l'AG elle-même qui doit procéder à l'approbation des comptes, conformément à l'article 10 de nos statuts.

Il n'a pas pour mission d'être un commissaire aux comptes et n'engage pas sa responsabilité

SOUS TITRE 2 : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA)

ARTICLE 13 : COMPOSITION DU CA

Conformément à l'article 16 de nos statuts, le secrétaire tient à jour le calendrier des élections au conseil d'administration. Au moment des convocations à l'assemblée générale, le secrétaire envoie un appel à candidature à toutes les structures. Dans ce document, il informe des postes à pourvoir en distinguant les types de structures (U et A – Voir article 13 de nos statuts) et des administrateurs dont le mandat arrive à échéance. Il indique également qu'une suppléance est possible.

Selon l'article 12 de nos statuts, seules les structures à jour de leur cotisation peuvent présenter des candidats devant l'AGO. Il appartient au secrétaire et au trésorier de vérifier ce point. La structure candidate présente, selon les règles dont elle s'est dotée, une personne physique qu'elle mandate pour la représenter au conseil d'administration et qui pourra ainsi prétendre à des fonctions au sein du bureau. Elle peut également désigner un suppléant. Dans ce cas, titulaire et suppléant sont inscrits sur le bulletin de vote.

Les candidatures au conseil d'administration doivent être adressées au président par chaque structure sur décision de l'autorité statutairement compétente précisant le nom et qualités de la personne physique (et de son suppléant éventuel) à qui le mandat a été confié, au plus tard huit jours francs avant la date fixée pour l'assemblée générale. Une demande de renouvellement doit être présentée dans les mêmes formes et délais que la candidature initiale.

Conformément à l'article 13 des statuts, la structure mandante peut être amenée, pour des raisons ou circonstances qui lui seraient propres - et en particulier une modification intervenue dans les qualités inhérentes à sa représentation - à mettre fin au mandat ainsi conféré nominativement. S'il s'agit du suppléant, cela ne met pas fin au mandat du titulaire. Un nouveau suppléant peut alors être désigné par la structure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au président de l'UFUTA. Ce nouveau suppléant entre en fonction immédiatement. L'AG la plus proche en sera informée.

S'il s'agit du titulaire, son mandat s'arrête avec celui du suppléant. Pour la durée de mandat restant à courir de la structure mandante, celle-ci devra proposer, dans les conditions prévues pour toute candidature, une autre personne physique (éventuellement avec un suppléant) au vote de la plus prochaine assemblée générale, le poste demeurant jusqu'alors vacant.

ARTICLE 14 : FONCTIONNEMENT DU C.A.

Conformément à l'article 14 de nos statuts, le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou des 2/3 de ses membres. Le CA assure la coordination des actions organisées par l'UFUTA. Il élabore et vote toute proposition à soumettre à l'assemblée générale. Il se prononce sur le rapport moral et le rapport financier qui doivent lui être présentés avant chaque assemblée générale ordinaire.

Pour accomplir ces missions, le conseil d'administration, selon l'ordre du jour établi par le président en fonction des nécessités, et figurant sur la convocation envoyée aux administrateurs au moins 15 jours avant ledit CA par courriel ou à défaut par lettre simple, :

- 1- Examine et vote à chaque session, le procès-verbal du précédent CA à la majorité simple, la voix du président étant prépondérante ;
- 2- Fixe les dates et lieux du ou des prochains conseils. Toutefois, le CA établissant l'ordre du jour de l'AGO est fixé conformément à l'article 10 de ce RI et celui précédant l'AGO aura le lieu imposé par le lieu de ladite assemblée ;
- 3- Examine les comptes financiers ainsi que le budget en cours d'exécution ;
- 4- Examine le projet de budget du nouvel exercice,
- 5- Entend si nécessaire le vérificateur au compte ou son rapport ;
- 6- Invite et nomme par un vote à la majorité simple, sur proposition du président des personnalités qualifiées dont il fixe la durée de présence qui ne peut excéder 2 ans.
- 7- Désigne ses représentants au comité scientifique et aux différents comités, commissions ou groupes de travail qu'il a créés dans les conditions définies par les articles 16 et 17 du présent R.I.

Les administrateurs qui le souhaitent doivent adresser par écrit (lettre ou courriel) leurs questions diverses au président au moins 8 jours avant la tenue du C.A.

ARTICLE 15 : CA SPECIFIQUE

Par dérogation à l'article 14 de ce règlement intérieur, le CA convoqué juste après une assemblée générale ordinaire obéit aux règles suivantes :

La convocation est implicite. Il n'est nul besoin d'un écrit. Le CA se réunit dans un délai d'au moins 2 H après la fin de l'AGO. L'ordre du jour est consacré à l'élection des membres du bureau dont le mandat arrive à échéance conformément à l'article 15 de nos statuts. Il est éventuellement consacré à la modification du présent règlement intérieur, en particulier au niveau des cotisations (article 19 du RI). Toutefois, si la situation l'exige, le président peut inscrire à l'ordre du jour toute question urgente après approbation du CA à une majorité des deux tiers.

Est également à l'ordre du jour de ce CA l'élection du comité scientifique dans les conditions prévues par l'article 16 suivant.

ARTICLE 16 : LE COMITE SCIENTIFIQUE

Sur proposition du président, le CA désigne par un vote à la majorité simple, 3 à 5 membres du comité scientifique choisis parmi les administrateurs. Le président en est membre de droit. Sur proposition du président, le CA nomme le président du comité scientifique. Le mandat des membres du comité scientifique est de un an, renouvelable. Toutefois, un retrait de participation au conseil d'administration et, à plus forte raison, d'adhésion à l'UFUTA entraîne automatiquement la cessation de toute fonction au comité scientifique. Le comité se réunit sur convocation de son président - ou de celui de l'UFUTA, en cas d'empêchement, avec un ordre du jour. Le comité scientifique a pour but :

- 1- De valoriser des travaux réalisés par des adhérents des différentes structures, isolés ou en groupe, diplômés ou non ;
- 2- D'inciter par tous moyens jugés utiles toute production provenant des différentes structures ;
- 3- De coordonner et renforcer leurs actions en vue d'atteindre une plus grande rigueur scientifique ;
- 4- De reconnaître et encourager toutes actions de recherche ou de formation, culturelles ou sociales.

A cet effet, ses propositions prennent toutes formes de réalisations adéquates, et en particulier de prix décernés, propositions qui seront entérinées par décision du conseil d'administration de l'UFUTA.

Il contribue en particulier, dans le cadre de ses compétences, à la préparation et à la mise en oeuvre des Assises Nationales et à la publication de leurs Actes.

Sur proposition du président de l'UFUTA, et après vote du CA à la majorité simple, une ligne budgétaire sera consentie au comité scientifique en vue, d'une part de la couverture de ses besoins, et, d'autre part, des récompenses qu'il envisagera de décerner. Le trésorier en assurera l'identification et le suivi dans les comptes de l'UFUTA.

De manière régulière ou à la demande du président ou d'au moins un administrateur, le président du comité scientifique rend compte au CA des travaux réalisés sous son autorité. Il en informe également l'AGO.

Le comité scientifique peut se doter d'un règlement intérieur appelé « charte du comité scientifique ». Cette charte est votée par le CA à la majorité simple. Lorsqu'elle existe, elle est annexée au présent R.I.

ARTICLE 17 : AUTRES COMITES OU GROUPES DE TRAVAIL

Sur proposition du président, le CA peut créer un comité, groupe ou commission de son choix afin d'étudier un projet entrant dans les buts de l'UFUTA conformément à l'article 4 et 14 des statuts. Dans la suite de cet article, ils seront dénommés indifféremment comité, groupe ou commission.

Le président de l'UFUTA est président de droit de tous les comités. Il peut se faire aider par un coordonnateur désigné par le CA à cet effet par un vote à la majorité simple, qui pilote le groupe en son absence ou celle du vice-président qui conformément à l'article 16 des statuts supplée le président.

Sur proposition du président, le CA nomme les membres des diverses commissions. Ceux-ci ne sont pas forcément des administrateurs et peuvent même ne pas faire partie des structures adhérentes. Le président ou le vice-président ou le coordonnateur rend compte régulièrement au CA des travaux réalisés.

La durée d'exercice de ces organismes ne peut excéder deux ans, sauf à demander un vote du CA pour une prolongation. Lorsque le projet est terminé, la dissolution du groupe, est prononcée par un vote du CA.

SOUS TITRE 3 : LE BUREAU

ARTICLE 18 : AVIS DES MEMBRES DU BUREAU

L'article 16 de nos statuts précise qu'en cas de nécessité, le président peut recueillir l'avis des membres du bureau sur toutes décisions présentant un caractère d'urgence. Les moyens utilisés doivent permettre à chaque membre du bureau de s'exprimer et de laisser une trace de leurs avis. Citons sans que cette liste soit limitative :

- Le courrier électronique ;
- Les logiciels de conversations multiples type Skype ou équivalent ;
- Le téléphone à condition qu'une trace écrite résumant l'avis du membre du bureau soit envoyée au président.

SOUS TITRE 4 : L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE (AGE)

Voir les statuts

Titre IV : Divers

ARTICLE 19 : RESSOURCES

Il est rappelé ici que les cotisations sont décidées par l'AG sur proposition du CA. La cotisation est payable chaque année au cours du mois de janvier et au plus tard le jour de l'AG de l'exercice en cours.

Il est rappelé également que le non-paiement de la cotisation entraîne d'une part l'impossibilité de participer aux votes des AG, d'autre part la radiation après deux rappels conformément à l'article 9 du présent règlement.

Les cotisations, une fois votée par l'AG sont inscrites dans le règlement intérieur au niveau de cet article.

Jusqu'à modification, les cotisations dans l'UFUTA sont :

Cotisation des membres de l'UFUTA : 0.23€ par adhérent à la structure. Le nombre d'adhérents doit être déclaré au trésorier de l'UFUTA à chacune de ses requêtes.

Cotisation d'accréditation : elle a été fixée de manière forfaitaire et unique à 50 € étant entendu que ce montant viendra en déduction de la première cotisation de l'organisme lorsqu'il devient membre, dans le délai fixé par l'article 6 du présent règlement intérieur. Au-delà de ce délai la cotisation reste définitivement acquise à l'UFUTA

ARTICLE 20 : DEFRAIEMENT

Conformément à l'article 20 de nos statuts, les défraiements ne peuvent être réalisés que sur justificatifs. Ces justificatifs sont validés par le président puis transmis au trésorier pour exécution. Tout refus sera motivé. Ne peuvent être remboursés que les frais suivants :

1° Pour les administrateurs (ou le suppléant le cas échéant):

A - Les déplacements à toute réunion où ils sont convoqués ou conviés par l'UFUTA ou lorsqu'ils sont mandatés par l'UFUTA pour la représenter (CA, bureau, comités, réunion ministérielle, etc..). Si l'administrateur utilise les transports en commun, le remboursement se fera

sur présentation du billet. Il est demandé aux administrateurs de préférer à chaque fois que possible le voyage en 2^{ème} classe sauf si l'écart avec la 1^{ère} classe est négligeable.

La carte senior est remboursée aux personnes remplissant les conditions.

Si l'administrateur utilise son véhicule personnel, sera utilisé le tarif kilométrique fixé par la loi de finance de l'année où le déplacement a lieu, sous réserve de fournir la copie de la carte grise du véhicule.

B - Les hébergements rendus nécessaires par la participation aux réunions où ils sont convoqués ou conviés par l'UFUTA ou lorsqu'ils sont mandatés par l'UFUTA pour la représenter (CA, bureau, comités, réunion ministérielle, etc.). Cela concerne la nuitée, le petit déjeuner pour un montant maximal de 150€ par jour pour Paris et 100€ par jour pour la province. Le justificatif consiste en la facture établie au nom de l'administrateur.

C - Les repas pris en commun par les administrateurs sont réglés directement par le trésorier de l'UFUTA et ne donne donc pas lieu à défraiement.

2° Pour les intervenants :

Seront pris en charge les frais de transports, un repas et si justifiée une nuitée, dans les mêmes conditions que pour un administrateur.

3° Pour les autres participants ou d'autres frais, cela peut se faire ponctuellement après un vote du CA..

ARTICLE 21 : APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Conformément à l'article 21 de nos statuts, ce règlement intérieur est applicable dès sa publication. L'assemblée générale suivante en est informée.

Le secrétaire est chargé par le CA de sa publication dans un délai maximal de deux mois après son adoption par le CA, auprès des organismes membres de l'Union par tout moyen utile et notamment :

Par courriel ;

Par simple lettre adressée au siège des structures membres ou au domicile des personnes responsables de ces structures.

Et

Par Affichage sur le site Internet de l'UFUTA.

Par souci de simplification, il est convenu que la date d'effet de tout nouveau règlement intérieur est exactement de deux mois après son adoption par le C.A. pour toutes les structures membres, et immédiatement applicable pour le CA lui-même dès son adoption. Cette date d'effet est inscrite ci dessous, dans le présent article 21.

Date d'effet pour le CA : le 27 septembre 2016

Date d'effet pour les membres : le 27 novembre 2016

Paris le 27septembre 2016

Le Président

Stéphane RAVAILLE

La secrétaire

Céline MENIL